

BVGer F-439/2021 vom 30. Mai 2023

Bundesverwaltungsgericht, 2023-05-30, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_F-439_2021

FR: TAF F-439/2021 du 30 mai 2023

IT: TAF F-439/2021 del 30 maggio 2023

Regeste

suite à la dissolution de la famille

Erwägungen

E. 1.1

Sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 LTAF, le Tribunal, en vertu de l'art. 31 LTAF, connaît des recours contre les décisions au sens de l'art. 5 PA prises par les autorités mentionnées à l'art. 33 LTAF. En particulier, les décisions du SEM en matière de refus d'approbation à la prolongation d'une autorisation de séjour et de renvoi peuvent être contestées devant le Tribunal, qui statue comme autorité précédant le Tribunal fédéral (ci-après : TF), en tant que la décision querellée concerne une autorisation à laquelle le droit fédéral ou international confère un droit (cf. art. 1 al. 2 LTAF, en relation avec l'art. 83 let. c ch. 2 LTF, a contrario ; cf., également, arrêts du TF 2C_1047/2020 du 5 mai 2021 consid. 1.1 ; 2C_130/2020 du 24 avril 2020 consid. 4.1).

E. 1.2

A moins que la LTAF n'en dispose autrement, la procédure devant le Tribunal est régie par la PA (art. 37 LTAF).

E. 1.3

Le requérant a qualité pour recourir (art. 48 al. 1 PA). Présenté dans la forme et le délai prescrits par la loi, le recours est recevable (art. 50 al. 1 en lien avec l'art. 22a al. 1 let. c et 52 al. 1 PA).

E. 2

Le Tribunal examine les décisions qui lui sont soumises avec un plein pouvoir d'examen en fait et en droit. Le requérant peut ainsi invoquer devant le Tribunal la violation du droit fédéral, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation, la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents, ainsi que l'inopportunité de la décision entreprise, à moins qu'une autorité cantonale ait statué comme autorité de recours (art. 49 PA). L'autorité de recours applique le droit d'office, sans être liée par les motifs invoqués par les parties (art. 62 al. 4 PA), ni par les considérants juridiques de la décision attaquée. Aussi peut-elle admettre ou rejeter le pourvoi pour d'autres motifs que ceux invoqués. Dans son arrêt, le Tribunal prend en considération l'état de fait existant au moment où il statue (ATAF 2014/1 consid. 2).

E. 3.1

Les autorités chargées de l'exécution de la LEI (RS 142.20) s'assistent mutuellement dans l'accomplissement de leurs tâches (art. 97 al. 1 LEI). Selon l'art. 99 LEI en relation avec

l'art. 40 al. 1 LEI, le Conseil fédéral détermine les cas dans lesquels les autorisations de courte durée, de séjour ou d'établissement, ainsi que les décisions préalables des autorités cantonales du marché du travail sont soumises à l'approbation du SEM. Celui-ci peut refuser d'approuver une décision d'une autorité administrative cantonale ou d'une autorité cantonale de recours ; il peut également en limiter la durée de validité ou l'assortir de conditions et de charges.

E. 3.2

En outre, conformément à l'art. 86 al. 2 let. c ch. 3 OASA, le SEM refuse d'approuver le renouvellement d'une autorisation de séjour lorsque des motifs de révocation au sens de l'art. 62 LEI existent.

E. 3.3

En l'espèce, le SPOP, constatant notamment que le recourant avait fait l'objet de plusieurs condamnations et qu'une enquête pénale était en cours, a soumis son préavis positif du 23 juillet 2020 au SEM pour approbation, en conformité avec la législation et la jurisprudence (cf. ATF 141 II 169 consid. 4.3.1, 4.3.2 et 6.1). Il s'ensuit que le SEM et, a fortiori, le Tribunal ne sont pas liés par le préavis favorable du SPOP de prolonger l'autorisation de séjour du recourant et peuvent s'écarter de l'appréciation faite par cette autorité.

E. 4

En l'occurrence, l'autorisation de séjour dont bénéficiait le recourant lui a été délivrée suite à son mariage avec une Suisseuse, célébré en janvier 2008. Après la séparation du couple, il a bénéficié, en 2010, d'une première prolongation de son autorisation de séjour, en raison principalement de la présence de son fils de nationalité suisse, avec lequel « [il] entret[enait] d'étroites relations » (cf. préavis du SPOP du 10 mars 2010, act. SEM 8 p. 25 s.). Par la suite, cette autorisation a été prolongée, non sans réserves de la part des autorités, et avec des avertissements formulés à l'adresse

F-439/2021 Page 11 de l'intéressé relatifs à son comportement. Ces prolongations étaient motivées par la présence du ou, respectivement des enfants du recourant en Suisse. Ainsi, avant d'examiner si les conditions d'une révocation au sens de l'art. 62 LEI sont remplies, il s'agit de déterminer si l'intéressé pourrait prétendre au renouvellement de son autorisation de séjour (ou à l'octroi d'une telle autorisation) et, cas échéant, en vertu de quelle disposition.

E. 5.1

L'étranger n'a en principe pas un droit à la délivrance d'une autorisation de séjour ou d'établissement, à moins qu'il ne puisse se prévaloir d'une disposition particulière du droit fédéral ou d'un traité lui conférant un tel droit (cf. ATF 135 II 1 consid. 1.1 et jurisprudence citée).

E. 5.2

En vertu de l'art. 2 al. 2, la LEI n'est applicable aux ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne (CE), aux membres de leur famille et aux travailleurs détachés que si l'ALCP (RS 0.142.112.681) n'en dispose pas autrement ou si ladite loi prévoit des dispositions plus favorables. Conformément à l'art. 3 par. 1 1ère phrase Annexe I ALCP (en relation avec l'art. 7 let. d ALCP), les membres de la famille d'une personne ressortissant d'une partie contractante ayant un droit de séjour ont le droit de s'installer avec

elle. Est notamment considéré comme membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, le conjoint du ressortissant communautaire (art. 3 par. 2 let. a Annexe I ALCP). En outre, les parties contractantes favorisent l'admission de tout membre de la famille qui ne bénéficie pas des dispositions de ce paragraphe sous a), b) et c), s'il se trouve à la charge ou vit, dans les pays de provenance, sous le toit du ressortissant d'une partie contractante (art. 3 par. 2 al. 2 Annexe I ALCP).

E. 5.2.4

; arrêt du TF 2C_411/2022 précité consid. 5.4.4).

E. 5.3

En l'occurrence, la nouvelle compagne du recourant, de nationalité espagnole, bénéficie d'une autorisation d'établissement (permis C UE/AELE) en Suisse (cf. act. TAF 29 pce 27). Le (...) 2022, elle a mis au monde un enfant, de nationalité espagnole également, qui a été reconnu par l'intéressé en octobre 2022 (cf. act. TAF 25 pce 20). Ce dernier a toutefois précisé qu'il ne vivait pas en ménage commun avec sa compagne et qu'il n'avait pas non plus de projet de mariage en l'état (act. TAF 33). Il ne saurait ainsi prétendre ni à l'application de l'art. 3 par. 1 et 2 let. a Annexe I ALCP, ni à celle de l'art. 3 par. 2 al. 2 Annexe I ALCP, dès lors que l'on ne

F-439/2021 Page 12 se trouve pas face à une relation de concubinage stable (cf. arrêt du TAF F-1178/2019 du 14 avril 2021 consid. 6.2.2 et les réf. cit.).

E. 5.4

Outre son fils né en (...) 2022, le recourant a une fille de nationalité espagnole également, née en (...) 2016, qui bénéficie d'une autorisation de séjour (permis B UE/AELE) en Suisse. L'intéressé ne peut toutefois pas se prévaloir de la jurisprudence Zhu et Chen (arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne [ci-après : CJUE] du 19 octobre 2004, C-200/02, Zhu et Chen) dès lors qu'il ne vit pas avec ses enfants au sein d'un même domicile et que le maintien du séjour de ces derniers en Suisse ne dépend pas des conditions de séjour du recourant. On ne se trouve dès lors pas dans une constellation comparable à celle de l'affaire Zhu et Chen et pour laquelle une application de cette jurisprudence se justifierait (cf. ATF 144 II 113 consid. 4.1 ; 142 II 35 consid. 5.2 ; arrêt du TF 2C_606/2013 du 4 avril 2014 consid. 3).

E. 6.1

En vertu de l'art. 50 al. 1 LEI, le droit du conjoint et des enfants à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu des art. 42 et 43 subsiste, après dissolution de la famille, lorsque : l'union conjugale a duré au moins trois ans et l'intégration est réussie (let. a) ; la poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures (let. b). En l'occurrence, vu la brièveté de l'union conjugale que le recourant a vécue avec son ex-épouse suisse, seul l'art. 50 al. 1 let. b LEI entrerait en considération. C'est du reste sur cette base que le SPOP a procédé à la première prolongation de l'autorisation de séjour de l'intéressé en 2010. Par la suite, cette autorisation a été prolongée à plusieurs reprises jusqu'au 23 août 2019 (cf. act. SEM 22 p. 179 et 181 s.). Le 23 juillet 2020, le SPOP a préavisé favorablement une nouvelle prolongation requise par le recourant (cf. act. SEM 24 p. 335). Or, sur la base des pièces au dossier, il apparaît que cette demande a été déposée tardivement (cf. act. SEM 22 p. 214 à 216). Cela étant, dès lors que ni le SPOP, ni le SEM, qui a examiné le dossier en tant que « prolongation » également, n'ont thématiquement

la question du respect du délai de l'art. 59 al. 1 OASA (cf., à ce sujet, arrêts du TF 2C_896/2020 du 11 mars 2021 consid. 3 ; 2C_906/2015 du 22 janvier 2016 consid. 3), le Tribunal continuera, pour des motifs tirés du principe de la bonne foi (art. 9 Cst.), de traiter cette affaire comme un renouvellement de dite autorisation.

F-439/2021 Page 13

E. 6.2

Selon la jurisprudence, des raisons personnelles majeures peuvent en particulier découler d'une relation digne de protection avec un enfant qui a le droit de séjourner en Suisse (ATF 139 I 315 consid. 2.1). Dans ce cas, les conditions posées par l'art. 50 al. 1 let. b LEI ne recourent pas nécessairement celles de l'octroi d'un titre de séjour fondé sur l'art. 8 CEDH. Le droit au respect de la vie familiale garanti par les art. 8 CEDH et 13 Cst. doit néanmoins être pris en compte dans l'application de l'art. 50 al. 1 let. b LEI dont l'interprétation ne saurait être plus restrictive que celle des art. 8 CEDH et 13 Cst. (ATF 143 I 21 consid. 4.1 ; arrêts du TF 2C_411/2022 du 4 août 2022 consid. 5.1 ; 2C_1017/2018 du 23 avril 2019 consid. 5.1).

E. 6.3

Toutefois, en présence d'un motif de révocation au sens notamment de l'art. 62 LEI, les droits prévus à l'art. 50 LEI s'éteignent (art. 51 al. 2 let. b LEI). Il convient donc d'examiner si un tel motif existe, comme l'a retenu l'autorité inférieure dans sa décision.

E. 6.3.1

En vertu de l'art. 62 al. 1 let. c LEI, constitue notamment un motif de révocation le fait que l'étranger attente de manière grave ou répétée à la sécurité et l'ordre publics en Suisse ou à l'étranger ou les met en danger. Il y a notamment non-respect de la sécurité et de l'ordre publics lorsque la personne concernée viole des prescriptions légales ou des décisions d'une autorité ou s'abstient volontairement d'accomplir des obligations de droit public ou privé (art. 77a al. 1 let. a et b OASA). Tel est aussi le cas lorsque les actes individuels ne justifient pas en eux-mêmes une révocation, mais que leur répétition montre que la personne concernée n'est pas prête à se conformer à l'ordre en vigueur (arrêts du TF 2C_1041/2018 du 21 mars 2019 consid. 3.1 ; 2C_889/2017 du 16 mai 2018 consid. 4.1 ; 2C_977/2012 du 15 mars 2013 consid. 3.4 ; 2C_915/2010 du 4 mai 2011 consid. 3.2.1).

E. 6.3.2

L'art. 62 al. 2 LEI précise qu'est illicite toute révocation fondée uniquement sur des infractions pour lesquelles un juge pénal a déjà prononcé une peine ou une mesure mais a renoncé à prononcer une expulsion. Cette disposition (tout comme l'art. 63 al. 3 LEI) délimite les compétences respectives des autorités administratives et pénales et complète les art. 66a et 66abis CP (RS 311.0), qui, depuis le 1er octobre 2016, réglementent l'expulsion des étrangers de Suisse (ATF 146 II 321 consid. 3.2). Selon la jurisprudence, ces dernières dispositions ne s'appliquent qu'aux infractions commises après le 1er octobre 2016 (ATF 146 II 1 consid. 2.1.2). Lorsque des infractions ont été commises à la fois avant et après cette date, les autorités administratives ne peuvent plus révoquer ou refuser de prolonger une autorisation de séjour en raison d'infractions commises avant le 1er octobre 2016, lorsque le juge pénal a entretemps renoncé à prononcer une

F-439/2021 Page 14 expulsion en lien avec d'autres infractions commises après cette date, dans la mesure où il a tenu compte de l'ensemble du parcours criminel de l'étranger (ATF

146 II 1 consid. 2 ; arrêt du TF 2C_945/2019 du 15 janvier 2020 consid. 2.2.1).

E. 6.3.3

En l'occurrence, le recourant a fait l'objet de plusieurs condamnations pénales entre 2006 et 2019 (cf. consid. A.c supra). En outre, son comportement a donné lieu à plusieurs interventions policières et l'intéressé fait l'objet d'une enquête pénale en cours pour lésions corporelles simples dans un contexte de violence domestique, ce qui constitue un trouble à l'ordre public de manière générale (cf., en lien avec le principe de la présomption d'innocence, arrêt du TAF F-1367/2019 du 20 juillet 2021 consid. 9.3.4 et les réf. cit.). On notera également qu'il fait l'objet de trente-neuf actes de défaut de biens pour un total de 29'828,20 francs, la plupart de ses dettes étant fiscales ou liées à d'autres obligations vis-à-vis de l'Etat (cf. acte de défaut de biens du 12 octobre 2022, act. TAF 25 pce 19). En l'espace de deux ans, sa situation s'est par ailleurs nettement péjorée (en avril 2020, il avait à son actif seize actes de défaut de biens pour un montant de 12'081,50 francs, cf. act. SEM 22 p. 297). Le comportement de l'intéressé est partant qualifiable d'atteinte répétée à l'ordre public et constitue un motif de révocation au sens de l'art. 62 al. 1 let. c LEI.

E. 6.3.4

Force est par ailleurs de constater que les infractions qui ont abouti à des condamnations pénales ont été commises pour la quasi-totalité d'entre elles avant le 1er octobre 2016, à l'exception de celles ayant été sanctionnées par ordonnance pénale du 22 mars 2019. En tant que le Ministère public n'est pas en mesure d'ordonner l'expulsion pénale par le biais d'une ordonnance pénale (seul le juge étant de lege lata habilité à prononcer une telle mesure), l'art. 62 al. 2 LEI ne trouve pas à s'appliquer in casu (cf. arrêts du TF 2C_945/2019 précité consid. 2.2.1 ; 2C_628/2019 du 18 novembre 2019 consid. 7.4 ; arrêt du TAF F-1776/2019 du 16 novembre 2022 consid. 4.4 ; voir, aussi, arrêt du TF 2C_728/2021 du 4 mars 2022 consid. 5), contrairement à ce que fait valoir le recourant (cf. mémoire de recours, act. TAF 1 p. 4).

E. 6.4

Il s'ensuit que le recourant ne peut pas prétendre à la poursuite de son séjour en Suisse sur le fondement de l'art. 50 LEI, conformément à l'art. 51 al. 2 let. b LEI. Seul demeure ainsi potentiellement applicable l'art. 8 CEDH (cf. arrêts du TF 2C_701/2021 du 8 mars 2022 consid. 7 ; 2C_1047/2020 du 5 mai 2021 consid. 5).

F-439/2021 Page 15

E. 7.1

L'art. 8 par. 1 CEDH garantit le droit de toute personne au respect de sa vie familiale. Cette disposition ne confère en principe pas un droit de séjourner dans Etat déterminé, ni un droit de choisir le lieu apparemment le plus adéquat pour la vie familiale (cf. ATF 144 I 91 consid. 4.2 ; 135 I 153 consid. 2.1 ; 130 II 281 consid. 3.1 ; arrêt du TF 2C_12/2018 du 28 novembre 2018 consid. 4.2 in fine). Constitue toutefois une atteinte au droit au respect de la vie familiale le fait de séparer la famille (ATF 135 I 153 consid. 2.1). Il n'y a pas d'atteinte à la vie familiale si l'on peut raisonnablement attendre de l'ensemble de la famille qu'elle quitte la Suisse et réalise sa vie familiale à l'étranger. En revanche, si le départ du membre de la famille pouvant rester en Suisse ne peut d'emblée être exigé sans autres difficultés, il convient de procéder à la pesée des intérêts prévue par l'art. 8 par. 2 CEDH (ATF 144 I 91 consid. 4.2 ; 140 I 145 consid. 3.1 ; arrêt du TF 2C_950/2017 du 16

mai 2018 consid. 3.1). Pour pouvoir invoquer l'art. 8 CEDH, il faut que l'étranger entretienne une relation étroite et effective avec une personne de sa famille ayant le droit de résider durablement en Suisse (ATF 137 I 284 consid. 1.3 ; 135 I 143 consid. 1.3.1). Ceci est en particulier le cas lorsque le membre de la famille dispose de la nationalité suisse, d'une autorisation d'établissement ou d'une autorisation de séjour découlant elle-même d'un droit stable (ATF 144 II 1 consid. 6.1 ; 130 II 281 consid. 3.1 ; 126 II 335 consid. 2a).

E. 7.2

Selon la jurisprudence, le parent étranger qui n'a pas l'autorité parentale ni la garde (ou qui a l'autorité parentale conjointe, mais sans la garde) d'un enfant mineur disposant d'un droit durable de résider en Suisse et qui possédait déjà une autorisation de séjour en raison d'une communauté conjugale avec une personne de nationalité suisse ou titulaire d'une autorisation d'établissement entretemps dissoute, ne peut d'emblée entretenir une relation familiale avec celui-ci que de manière limitée, en exerçant le droit de visite dont il bénéficie. Il n'est en principe pas nécessaire que, dans l'optique de pouvoir exercer son droit de visite, le parent étranger soit habilité à résider durablement dans le même pays que son enfant (ATF 144 I 91 consid. 5.1 ; arrêt du TF 2C_404/2022 du 4 août 2022 consid. 7.4). Sous l'angle du droit à une vie familiale (cf. art. 8 par. 1 CEDH et 13 al. 1 Cst.), il suffit en règle générale que le parent vivant à l'étranger exerce son droit de visite dans le cadre de séjours brefs, au besoin en aménageant ses modalités quant à la fréquence et à la durée. Le droit de visite d'un parent sur son enfant ne doit en effet pas nécessairement s'exercer à un rythme bimensuel et peut également être organisé de manière à être compatible

F-439/2021 Page 16 avec des séjours dans des pays différents (ATF 144 I 91 consid. 5.1 ; arrêt du TF 2C_411/2022 précité consid. 5.3).

E. 7.3

Un droit plus étendu ne peut le cas échéant exister qu'en présence 1) de relations étroites et effectives avec l'enfant d'un point de vue affectif et 2) d'un point de vue économique, 3) de l'impossibilité pratique à maintenir la relation en raison de la distance qui sépare le pays de résidence de l'enfant du pays d'origine de son parent et 4) d'un comportement irréprochable. Ces exigences doivent être appréciées ensemble et faire l'objet d'une pesée des intérêts globale (ATF 144 I 91 consid. 5.2). Dans le cadre de l'examen de la proportionnalité (art. 8 par. 2 CEDH), il faut aussi tenir compte de l'intérêt fondamental de l'enfant (art. 3 de la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant [CDE, RS 0.107]) à pouvoir grandir en jouissant d'un contact étroit avec ses deux parents (ATF 144 I 91 consid. 5.2 ; 143 I 21 consid. 5.5.1). Sous l'angle du droit des étrangers, cet élément n'est toutefois pas prépondérant par rapport à d'autres et l'art. 3 CDE ne fonde pas de prétention directe à l'octroi ou au maintien d'une autorisation (ATF 144 I 91 consid. 5.2 ; 140 I 145 consid. 3.2).

E. 7.3.1

Le lien affectif particulièrement fort est tenu pour établi lorsque les contacts personnels sont effectivement exercés dans le cadre d'un droit de visite usuel selon les standards d'aujourd'hui (en Suisse romande, il s'agit d'un droit de visite d'un week-end toutes les deux semaines et durant la moitié des vacances) ; seuls importent les liens personnels, c'est-à-dire l'existence effective de liens familiaux particulièrement forts d'un point de vue affectif et non pas seulement les décisions judiciaires ou les conventions entre parents (ATF 144 I 91 consid. 5.2.1).

E. 7.3.2

Le lien économique est particulièrement fort lorsque l'étranger verse effectivement à l'enfant des prestations financières dans la mesure décidée par les instances judiciaires civiles. La contribution à l'entretien peut également avoir lieu en nature, en particulier en cas de garde alternée. Le TF a toutefois admis qu'il convient de distinguer la situation dans laquelle l'étranger ne contribue pas à l'entretien de l'enfant faute d'avoir été autorisé à travailler de celle dans laquelle il ne fait aucun effort pour trouver un emploi. Les exigences relatives à l'étendue de la relation que l'étranger doit entretenir avec son enfant d'un point de vue affectif et économique doivent rester dans l'ordre du possible et du raisonnable (ATF 144 I 91 consid. 5.2.2).

E. 7.3.3

La possibilité d'exercer le droit de visite depuis le pays d'origine, pour éviter qu'il ne s'agisse que d'une possibilité théorique, doit être examinée

F-439/2021 Page 17 concrètement et notamment tenir compte de l'âge des intéressés, des moyens financiers, des techniques de communication et des types de transport à disposition ainsi que de la distance entre les lieux de résidence : l'impossibilité pratique à maintenir la relation sera tenue pour réalisée si le pays de l'étranger qui bénéficie d'un droit de visite est très éloigné de la Suisse (ATF 144 I 91 consid. 5.2.3 ; cf., toutefois, arrêt du TF 2C_411/2022 précité consid. 5.4.3 et la réf. cit.).

E. 7.3.4

On ne saurait enfin parler de comportement irréprochable lorsqu'il existe, à l'encontre de l'étranger, des motifs d'éloignement, en particulier si l'on peut lui reprocher un comportement répréhensible sur le plan pénal ou en regard de la législation sur les étrangers, étant entendu qu'en droit des étrangers, le respect de l'ordre et de la sécurité publics ne se recoupe pas nécessairement avec la violation de dispositions pénales, de sorte que l'appréciation émise par l'autorité de police des étrangers peut s'avérer plus rigoureuse que celle de l'autorité pénale. La jurisprudence a toutefois relativisé cette condition dans des situations spécifiques (ATF 144 I 91 consid.

E. 7.4

Dans le cas d'espèce, le recourant est le père de quatre enfants mineurs séjournant en Suisse. Le premier, citoyen suisse, est né en (...) 2009, la deuxième, de nationalité espagnole, est née en (...) 2016, la troisième, de nationalité équatorienne, est née en (...) 2016 et le quatrième, de nationalité espagnole, est né en (...) 2022. Le Tribunal examinera dès lors l'existence d'un lien affectif et économique particulièrement étroit, en commençant par l'enfant disposant du droit le plus stable, soit son fils de nationalité suisse. Il continuera son examen par les deux enfants de nationalité espagnole et le finira par celle de nationalité équatorienne.

E. 7.4.1

et 7.4.2).

E. 7.4.2

S'agissant des liens affectifs, on notera que les dossiers du SPOP, en particulier, et du SEM contiennent des lettres et témoignages de l'ex-épouse, qui attestent que le recourant était présent pour son fils et exerçait correctement son droit de visite (cf., notamment, act. SEM

22 p. 282). Lors de son audition du 1er novembre 2012, elle a, par exemple, déclaré : « Il s'occupe très bien de notre fils, il vient le prendre aussi à chaque fois que j'en ai besoin. Il assume pleinement son rôle de père. Quand il le prend, il l'emmène chez sa propre mère et [leur fils] passe la nuit avec son père. Vraiment, il est très présent » (cf. dossier du SPOP, procès-verbal du 1er novembre 2012, Q.14 p. 3). Par lettre réceptionnée le 5 juin 2013, elle a déclaré que le recourant était un « excellent père » et que sa relation avec son fils était « extrêmement fusionnelle » (cf. dossier SPOP, lettre du 5 juin 2013). Dans un courrier du 11 octobre 2022, elle a indiqué que le recourant avait accueilli leur fils pour une durée de deux mois durant une période difficile. Elle a exposé que « la présence de [l'intéressé] était primordiale pour [leur] fils » et que ce dernier allait beaucoup mieux « suite au lien qu'il [avait] pu créer avec son père » (cf. act. TAF 25 pce 25). Dans son rapport du (...) novembre 2022, la DGEJ a, pour sa part, exposé que le suivi de l'enfant avait démarré dès sa naissance et que cette intervention prenait place dans un « contexte de vulnérabilités maternelles impactant l'encadrement éducatif de l'enfant ». Différentes mesures avaient été mises en place ces dernières années pour soutenir la mère dans ses compétences parentales. D'après la DGEJ, la collaboration avec le recourant était restée irrégulière jusqu'à 2022. A ce titre, elle a précisé qu'en date du (...) avril 2022, elle avait été contactée par la direction de l'établissement scolaire où était scolarisé le fils du recourant, après que ce dernier se fut présenté au bureau de la doyenne dès l'ouverture de l'école et eut évoqué que sa mère l'avait frappé avec une ceinture durant le week-end. La DGEJ avait dû placer l'adolescent le jour-même en urgence afin de permettre une hospitalisation sociale, celui-ci refusant de rentrer à son domicile par peur de la réaction de sa mère après qu'il se fut confié à l'école. Faute de place en foyers d'urgence les jours ayant suivi l'hospitalisation sociale, l'adolescent avait été accueilli par le recourant dès le (...) avril 2022, avec l'accord de la mère. L'intéressé l'avait pris en charge à temps complet durant plusieurs semaines avant qu'un retour sécurisé auprès de la mère ait pu être

F-439/2021 Page 19 envisagé fin mai 2022. Depuis lors, le recourant continuait d'accueillir régulièrement son fils chez lui durant les périodes de vacances et les week-ends. Cet investissement de l'intéressé avait permis une évolution favorable de la situation familiale. Une enquête en limitation de l'autorité parentale était toutefois en cours auprès de la Justice de Paix du district de Lausanne en vue de déterminer le danger encouru par le mineur ainsi que la capacité des parents à y remédier et faire des propositions sur l'instauration d'une mesure de protection de l'enfant au sens des art. 307 à 310 CC (cf. act. TAF 28). Ainsi, force est de constater que la mère a attesté à plusieurs reprises le fait que le recourant était un père présent et investi dans la vie de son fils. Cette relation père/fils n'a été remise en cause ni par le SPOP, qui a accepté de prolonger à plusieurs reprises l'autorisation de séjour du recourant pour ce motif, ni par le SEM, qui a approuvé ces prolongations successives. La circonstance que la DGEJ, qui suit l'enfant depuis sa naissance, ait qualifié d'irrégulière la collaboration avec le recourant jusqu'à 2022 remet toutefois en question l'investissement réel du recourant dans la prise en charge de son fils jusqu'à cette date et les affirmations de la mère à ce sujet. Cela étant, on notera que, depuis les mesures prises en urgence par la DGEJ en avril 2022, le recourant s'est apparemment beaucoup investi dans la situation de son fils et continue depuis lors d'exercer régulièrement son droit de visite, ce qui a eu un effet positif sur la situation familiale. En l'état actuel du dossier, on retiendra dès lors que le recourant peut se prévaloir d'un lien affectif particulièrement fort avec son fils, au sens de la jurisprudence du TF précitée. Cette relation père/fils pourrait toutefois encore évoluer, cas échéant dans le sens d'une diminution des contacts, en fonction des

conclusions auxquelles parviendra la DGEJ à l'issue de son enquête en limitation de l'autorité parentale.

E. 7.4.3

Quant à la relation économique, l'ex-épouse a déclaré dans différents courriers, contenus notamment au dossier du SPOP, que le recourant contribuait à l'entretien de son fils en espèce ou en nature. D'autres pièces au dossier du SEM corroborent le versement par l'intéressé de contributions à l'entretien de son fils d'un montant de 320 francs en février, mars et mai 2016 (cf. act. SEM 17 p. 92 et 93) et de 100 francs en décembre 2017 (cf. act. SEM 19 p. 156). Par courriers du 31 août 2021 et du 17 octobre 2022, le recourant a, par ailleurs, fourni la preuve de versements effectués directement auprès du Bureau de recouvrement et d'avances sur pensions alimentaires (BRAPA) à hauteur de 100 ou 150 francs (cf. act. TAF 18 pce 15 et 25 pce 22). Invité à fournir au Tribunal une attestation du BRAPA relative aux prestations d'entretien versées et dues pour l'entretien de son

F-439/2021 Page 20 fils, le recourant n'y a pas donné suite, se référant aux pièces déjà contenues au dossier (cf. act. TAF 39 et 42). Au vu des pièces comptables fournies, pour la plupart après le prononcé de la décision litigieuse, le Tribunal considère que l'intéressé ne peut se prévaloir d'un lien économique particulièrement fort avec son fils. On ne saurait en effet ignorer que les sommes versées par le recourant ne correspondent pas aux contributions d'entretien convenues avec la mère de l'enfant et avalisées par jugement de divorce (cf. consid. 7.4.1 supra). L'intervention du BRAPA atteste du fait que l'Etat a dû et doit compenser ce que l'intéressé ne verse pas à son ex-épouse comme pension alimentaire pour l'entretien de son fils. Il ne ressort, par ailleurs, pas du dossier, et l'intéressé ne s'en est pas non plus prévalu, qu'il aurait requis une modification du jugement de divorce sur ce point. On ne saurait non plus retenir que le droit de visite exercé par le recourant, qui n'est pas assimilable à une garde alternée, soit susceptible de compenser en nature ce qu'il ne verse pas pour l'entretien de son fils.

E. 7.4.4

En résumé, si le recourant peut certes se prévaloir actuellement d'un lien particulièrement étroit sur le plan affectif avec son fils, ceci n'est pas le cas sur le plan économique.

E. 7.4.5

S'agissant maintenant du lien affectif avec les deux enfants de nationalité espagnole, dont l'une, née en (...) 2016, dispose d'une autorisation de séjour UE/AELE en Suisse et l'autre, né en (...) 2022, bénéficie du même statut que sa mère titulaire d'un permis C UE/AELE, le Tribunal dispose de témoignages des mères des enfants, qui sont positifs (cf. act. TAF 1 pce 5, 18 pce 11, 25 pces 24 et 26), et de trois photographies de l'intéressé avec son fils nourrisson (cf. act. TAF 42 annexes). Le Tribunal n'a, par contre, pas pu obtenir de la part du recourant, qui ne vit pas en ménage commun avec ses enfants, des informations plus précises quant à l'organisation des relations personnelles avec ces derniers, soit en particulier avec sa fille de sept ans, bien qu'expressément requises (cf. act. TAF 39 et 42). Or, la mère de sa fille évoque l'existence d'une convention, celle-ci affirmant : « [...] [le recourant] exerce correctement son rôle de père pour notre fille, est présent pour elle même en dehors de la convention qui a été fixée (sic) » (cf. act. TAF 18 pce 11). Ainsi, sans nier l'existence de liens affectifs entre le recourant et ses enfants, le Tribunal ne dispose pas des moyens de preuve nécessaires pour juger si l'intéressé entretient effectivement des contacts réguliers avec ces derniers, dans la mesure convenue avec les mères. Manque de

preuve, qu'il incombait à l'intéressé d'apporter en vertu du fardeau de la preuve (cf. art. 8 CC), le recourant ne peut pas

F-439/2021 Page 21 se prévaloir d'un lien affectif particulièrement étroit avec ses deux enfants de nationalité espagnole. S'agissant du lien économique, le dossier du SEM contient la preuve de versements de 100 francs effectués en décembre 2017 (act. SEM 19 p. 156) et pour les mois de janvier à avril 2020 en faveur de sa fille (cf. act. SEM 22 p. 317 à 320). Durant la présente procédure de recours, l'intéressé a produit d'autres extraits bancaires correspondant à des versements de 100 francs pour les mois de janvier à août 2021 (cf. act. TAF 18 pce 13) et de juin à août 2022 (cf. act. TAF 25 pce 21). Ces pièces comptables ne sauraient toutefois suffire à retenir que l'intéressé entretient un lien économique particulièrement étroit avec sa fille, étant rappelé qu'il ne vit pas en ménage commun avec cette dernière et que les sommes versées demeurent modiques. Quant à son fils, le recourant n'a pas fourni la preuve des « achats réguliers » dont il procéderait pour l'entretien de ce dernier en nature (cf. act. TAF 42) et ce, bien qu'il ait été expressément invité à le faire (cf. act. TAF 39).

E. 7.4.6

En ce qui concerne enfin sa fille de nationalité équatorienne, le dossier contient une convention signée les 11 septembre et 8 novembre 2019, ratifiée par jugement du 20 décembre 2019, selon laquelle l'autorité parentale et la garde de fait de l'enfant ont été attribuées à la mère et le recourant bénéficie d'un libre et large droit de visite à exercer d'entente avec la mère ou, à défaut d'entente, un samedi sur deux (de 9h00 à 20h00) ainsi que la moitié des vacances scolaires et des jours fériés (cf. act. TAF 9 pce 6 ; act. SEM 22 p. 304 à 312). Le recourant n'a toutefois pas démontré qu'il exerçait effectivement son droit de visite et entretenait des liens affectifs particulièrement étroits avec sa fille et ce, bien qu'il ait été expressément enjoint à le faire (cf. act. TAF 24 et 39). Quant au lien économique, le Tribunal constate que le recourant a amené la preuve de versements de 100 francs effectués en décembre 2017 (cf. act. SEM 19 p. 156) ainsi que pour les mois de février 2021 et d'avril à août 2021 (cf. act. TAF 18 pce 14) et de juin à septembre 2022 (act. TAF 25 pce 23). Par courrier du 14 janvier 2020, la mère de l'enfant avait par ailleurs confirmé la réception de paiements de 100 francs pour les mois de janvier à décembre 2019 (act. SEM 22 p. 313). En tant que les montants versés correspondent à la somme fixée par les parents dans leur convention, qui a été ratifiée pour valoir jugement (cf. act. TAF 9 pce 6 p. 3 ; act. SEM 22 p. 306 et 308), il y a lieu d'admettre que l'intéressé peut se prévaloir d'un lien économique étroit avec sa fille.

F-439/2021 Page 22

E. 7.5

Quant aux possibilités de maintenir la relation du recourant avec ses enfants, il y a lieu d'admettre que celles-ci seraient rendues nettement plus difficiles si le recourant était tenu de retourner en Equateur, vu la grande distance séparant ce pays de la Suisse. Le maintien de contacts réguliers entre l'intéressé et ses enfants devrait ainsi s'effectuer principalement par le biais des moyens de communication modernes.

E. 7.6

S'agissant du comportement du recourant en Suisse, celui-ci ne saurait être qualifié d'irréprochable, comme il a été exposé ci-avant (cf. consid. 6.3 supra).

E. 7.7

Il s'agit ainsi de déterminer, dans le cadre d'une pesée globale des intérêts en présence (art. 8 par. 2 CEDH en lien avec l'art. 96 LEI) et au regard de l'intérêt supérieur des enfants (cf. art. 3 CDE), si la situation actuelle de l'intéressé justifie le non renouvellement de son autorisation de séjour.

E. 7.7.1

Sous l'angle de l'intérêt public à l'éloignement de l'intéressé, on notera que, malgré des mises à l'épreuve et avertissements répétés formulés par les autorités migratoires, le recourant a été condamné une nouvelle fois, en mars 2019, pour violation simple des règles de la circulation routière (n'ayant pas respecté deux feux rouges) et pour conduite d'un véhicule en état d'ébriété (0,70 mg/l). Il fait également l'objet d'une enquête pénale en cours, introduite en janvier 2020, pour lésions corporelles simples vis-à-vis d'une de ses ex-compagnes (cf. act. TAF 32 et 34). Sa situation financière ne s'est pas non plus améliorée, vu notamment le nombre d'actes de défaut de biens à son actif en octobre 2022. Le fait que ses dettes soient en particulier fiscales ne parle pas non plus en sa faveur. Bien qu'il bénéficie, selon les dernières informations à disposition, d'un contrat de travail de durée indéterminée (cf. act. TAF 18 pce 12 et 25 pce 16), l'intéressé a eu recours à l'aide sociale durant plusieurs périodes entre 2009 et 2020, le décompte de prestations, établi pour la période allant de janvier 2006 à décembre 2020, contenant également les prestations perçues par l'ex-épouse (cf. act. SEM 35 p. 388 à 407). Il y a donc un intérêt public important à l'éloignement de Suisse de l'intéressé, qui aurait pu, on le rappelle, faire ses preuves quant à son comportement.

E. 7.7.2

Quant à l'intérêt privé, il faut tenir compte du fait que le recourant entretient, comme il a été retenu sur la base des pièces au dossier, un lien étroit sous l'angle affectif avec son fils de nationalité suisse. Si l'on en croit le rapport de la DGEJ du (...) novembre 2022, cette relation a permis une

F-439/2021 Page 23 évolution positive de la situation familiale, suite à la mesure prise en urgence en avril 2022. Bien que la relation parents/enfant soit susceptible de se modifier en fonction des conclusions auxquelles parviendra la DGEJ à l'issue de son enquête en limitation de l'autorité parentale, il apparaît qu'actuellement, la présence du recourant en Suisse demeure dans l'intérêt de l'adolescent au sens de l'art. 3 CDE. Compte tenu de la distance séparant la Suisse de l'Equateur, des contacts réguliers ne pourraient en effet être maintenus que par le biais des moyens de communication modernes, ce qui n'aurait pas le même effet stabilisateur pour l'adolescent. S'agissant par contre des trois autres enfants de l'intéressé, ce dernier n'a pas démontré entretenir avec eux des liens particulièrement étroits sur le plan affectif. En ce qui concerne son fils nourrisson de nationalité espagnole, on relèvera que celui-ci est né après le prononcé de la décision contestée et que les parents devaient être conscients du fait que le recourant pourrait être amené à quitter la Suisse.

E. 7.7.3

Sous un angle plus général, on relèvera, que le recourant séjourne en Suisse depuis l'année 2000, soit depuis plus de vingt-deux ans aujourd'hui. A compter de l'année 2008 jusqu'à août 2019, soit durant plus de dix ans, il a bénéficié d'une autorisation de séjour. L'intéressé ne peut toutefois se prévaloir d'une intégration réussie, au vu notamment de ses condamnations pénales et de ses dettes, lui permettant de se prévaloir de la protection de la vie

privée au sens de l'art. 8 par. 1 CEDH.

E. 7.7.4

En définitive, fondé sur une appréciation globale du dossier, le Tribunal considère que l'intérêt public à l'éloignement du recourant est devenu prépondérant, compte tenu des différentes mises à l'épreuve dont ce dernier a bénéficié de la part des autorités migratoires. On notera à ce titre que la présence en Suisse de ses enfants, en particulier celle de son fils de nationalité suisse, ne l'a pas incité à adopter un comportement conforme à l'ordre juridique suisse. Ainsi, sans ignorer le fait que le maintien de contacts réguliers avec ses enfants sera rendu nettement plus difficile depuis l'Equateur, il peut être attendu de l'intéressé, au vu des circonstances concrètes telles que détaillées dans les considérants ci-dessus, qu'il le fasse en faisant usage des moyens de communication modernes et de visites ponctuelles en Suisse. C'est donc de manière justifiée que l'autorité inférieure a refusé d'approuver la prolongation de l'autorisation de séjour du recourant.

E. 8

Dans la mesure où l'intéressé n'obtient pas la prolongation de son autorisation de séjour, c'est à bon droit que l'autorité inférieure a prononcé son

F-439/2021 Page 24 renvoi de Suisse, conformément à l'art. 64 al. 1 let. c LEI. En outre, l'instance inférieure était fondée à ordonner l'exécution de cette mesure, puisque l'intéressé n'a pas démontré l'existence d'obstacles à son retour en Equateur. Le dossier ne fait pas non plus apparaître que l'exécution de ce renvoi serait impossible, illicite ou inexigible, au sens de l'art. 83 al. 2 à 4 LEI.

E. 9

Il s'ensuit que, par sa décision du 29 décembre 2020, l'autorité inférieure n'a ni violé le droit fédéral, ni constaté les faits pertinents de manière inexacte ou incomplète. En outre, cette décision n'est pas inopportune (art. 49 PA). Le recours est, partant, rejeté.

E. 10

Au vu de l'issue de la cause, il y a lieu de mettre à la charge du recourant les frais de procédure (art. 63 al. 1 PA, en relation avec les art. 1 à 3 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF ; RS 173.320.2]) et de ne pas allouer de dépens (cf. art. 64 al. 1 PA).

(dispositif sur la page suivante)

F-439/2021 Page 25